

# Renforcer les capacités de la police dans les communautés en situation de post-conflit

Lundi, 25 octobre 2010  
Washington, D.C.

Marshall Hall – Bldg. 62  
NDU Opérations, MH 155



# Lâchez les Scorpions !

**\*S.E. M. l'ambassadeur (à la retraite)**

**John Blaney\***,

**Deloitte Consulting LLP**

## Introduction

Comme il se doit, l'analyse des services de police locaux et nationaux, ainsi que celle des organisations apparentées, domine le débat relatif au renforcement des capacités de la police dans les sociétés post-conflit. Mais existe-t-il un autre outil possible dans la panoplie ? Qu'en est-il de la création de forces de police d'élite et de leur utilisation dans les situations de post-conflit ?

Le terme « police d'élite » se réfère ici simplement, sans connotation politique aucune, à une unité relativement peu nombreuse composée des meilleurs policiers d'un pays, dont les membres sont mieux entraînés et mieux équipés que les autres. Bien sûr, les polices d'élite des pays industrialisés possèdent une longue histoire, les plus célèbres étant sans doute celles du FBI, de Scotland Yard et de bien d'autres. De nombreuses unités d'élite de la police ont également été, et sont encore, créées en temps de guerre, comme c'est le cas en Afghanistan aujourd'hui, ces unités étant souvent (trop souvent, à mon sens) utilisées comme des forces armées auxiliaires qui contribuent à faire pencher la balance dans le sens voulu.

La présente analyse porte toutefois sur une toute autre question : dans les pays véritablement en situation de post-conflit, qui pour la plupart ne se trouvent pas dans le monde développé, peut-on utiliser efficacement des forces de police d'élite pour renforcer la sécurité et la stabilité ? Le cas étudié ici est celui de l'Afrique du Sud,

qui s'est dotée au début 2001 de la Direction des opérations spéciales (DSO) connue plus couramment sous le nom de « Scorpions ».

Par souci de transparence, je dois préciser que j'ai travaillé avec les Scorpions. De 1999 à 2002, j'ai occupé à différentes époques les postes de chef ou de chef de mission adjoint des États-Unis en Afrique du Sud. À ce titre, j'ai supervisé et facilité l'apport d'assistance du gouvernement américain aux Scorpions et j'ai également sollicité l'intervention du FBI, en m'adressant notamment à Janet Reno elle-même, alors directrice du Bureau. Malgré ces antécédents, je m'efforcerai d'être aussi objectif que possible. D'autres perspectives sur ce sujet rarement abordé et peu documenté seront certainement les bienvenues.

## Rappel historique

Nelson Mandela et F. W. de Klerk méritaient de recevoir le prix Nobel qu'ils se sont partagé en 1993. Loin de se contenter de prononcer des discours pontifiants ou de faire quelque peu avancer un processus de paix, ils ont brillamment, de concert, évité à l'Afrique du Sud de sombrer dans l'abîme d'une guerre raciale qui prenait déjà de l'ampleur.

L'Afrique du Sud était pourtant, et l'est toujours, une société en situation de post-conflit portant de profondes blessures et profondément divisée. Une analyse exhaustive des complexités de ce pays sortirait du cadre du présent article mais je me contenterai de rappeler que l'Afrique du Sud post-apartheid n'a jamais connu une paix sociale ni une sécurité adéquates. Cette situation s'explique par plusieurs raisons, dont certaines trouvent leur origine dans l'histoire de l'apartheid.

Les lois sur la sécurité intérieure de la période de l'apartheid criminalisaient un grand nombre d'activités quotidiennes des Noirs majoritaires et d'autres non-Blancs. J'ai été témoin de l'application de l'apartheid au début des années 1980. À mesure que la lutte contre ce régime s'intensifiait, il devenait de plus en plus difficile de distinguer, de tous les points de vue, les comportements de résistance politique et les actes criminels.

Il ne s'agit pas là, malgré les apparences, d'histoire ancienne. L'empreinte psychologique indélébile que la lutte et la transition ont laissée sur la population est tout à fait pertinente par rapport à la situation actuelle en matière de sécurité en Afrique du Sud. Appelons cela une « culture de la violence », mais il est un fait que les pratiques de l'époque, l'usage fréquent de la violence par l'État sous le régime de l'apartheid, ainsi que par les révolutionnaires opposés à l'apartheid, ont légué à beaucoup de Sud-Africains cet héritage : le recours rapide à la violence pour résoudre les problèmes<sup>1</sup>. Et, bien sûr, cette lutte a entraîné un influx d'armes en Afrique du Sud, qui s'est maintenu par la suite<sup>2</sup>. En bref, cette culture de la violence a fusionné de façon explosive avec une société lourdement armée.

Cela dit, on se tromperait, certes, en voyant dans l'apartheid l'origine de tous les problèmes de criminalité en Afrique du Sud. La situation démographique du pays agit contre la stabilité. Il y a tout simplement trop de pauvreté, d'inégalité des revenus, de

---

<sup>1</sup>Voir « Crime in South Africa: A country and cities profile » [Criminalité en Afrique du Sud : un profil du pays et de ses agglomérations], Schönteich & Louw, Institute for Security Studies, Document spécial n° 49-2001, page 5. Les auteurs de cet article donnent une excellente description des tendances de la criminalité en Afrique du Sud au tournant du siècle. Je n'ai rien vu d'aussi bien écrit sur ce sujet depuis.

<sup>2</sup> Ibid.

corruption et d'animosités ethniques et tribales.

Fait important, l'Afrique du Sud est un pays jeune, où l'âge moyen n'est que de 24,7 ans, et qui connaît un taux de chômage d'environ 24 %<sup>3</sup>. Bien que la croissance annuelle réelle du produit intérieur brut en Afrique du Sud atteigne ou dépasse souvent 5 %, une réduction appréciable du taux de chômage exigerait une croissance économique réelle bien plus rapide.

Ainsi, la conjoncture économique exerce-t-elle également de fortes pressions sur la stabilité sociale, de même que sur l'établissement et le maintien de l'État de droit, en particulier lorsque viennent s'ajouter à la situation l'exode rural et la pression de l'immigration issue des pays voisins. En bref, de nombreux Sud-Africains noirs apprécient le passage du pouvoir politique aux mains de la majorité (c'est-à-dire d'eux-mêmes), mais les importants gains économiques escomptés ne se sont généralement pas concrétisés.

Tout ceci devrait suffire pour expliquer la pression de la criminalité en Afrique du Sud. Voici pourtant un petit rappel historique utile.

### Dynamique de la transition et sécurité

Politiquement, l'Afrique du Sud post-apartheid a été dominée par le parti qui a mené la lutte pour instaurer la règle de la majorité, le Congrès national africain (ANC). Pendant plusieurs années, le pouvoir a été partagé au sein du gouvernement d'unité nationale (GNU) mais cette époque est révolue. Savoir dans quelle mesure un

---

<sup>3</sup> Central Intelligence Agency, *The World Fact Book*, Afrique du Sud, âge moyen.

parti jusqu'alors révolutionnaire est capable de s'adapter lorsqu'il arrive au pouvoir est toujours une bonne question, et les effets de l'accession au pouvoir de l'ANC sur la sécurité en Afrique du Sud ont été complexes.

L'établissement d'un nouvel État de droit post-apartheid efficace constitue depuis longtemps un défi de taille et permanent pour l'Afrique du Sud. La création du Service de police d'Afrique du Sud (SAPS) post-apartheid, par exemple, a consisté essentiellement en une fusion de nombreux services de police, à laquelle sont venus s'ajouter quelques membres des armées de libération<sup>4</sup>. Avec le temps, le nombre de Sud-Africains autrefois privés de leurs droits, parfois révolutionnaires, mais souvent sous-qualifiés qui ont été intégrés dans la police s'est accru, parmi lesquels certains ont été rapidement promus à des postes de direction, voire même ministériels. Psychologiquement, certains nouveaux arrivants, antérieurement dans l'opposition ou révolutionnaires, sont devenus de sincères représentants du gouvernement, mais d'autres se sont montrés peu efficaces dans leurs fonctions ou se sont laissés corrompre. Il s'agit ici de comprendre que l'établissement d'une force de police et d'un gouvernement plus représentatifs de la population, bien qu'absolument nécessaire, ne s'est pas produit sans coûts institutionnels liés à la transition.

En outre, la police ne peut être efficace qu'à condition que le système de justice pénale fonctionne comme il le doit. Il semblerait qu'au début de la période de transition de l'Afrique du Sud de 1994 à 2000,

---

<sup>4</sup> Voir « Post Conflict Police Reform in South Africa and other African Countries » [Réforme de la police dans des contextes de post-conflit en Afrique du Sud et dans d'autres pays africains], Geyer, IDASA, page 2. L'auteur déclare que onze services de police ont été fusionnés avec du personnel issu des armées de libération. [www.idasa.org](http://www.idasa.org)

immédiatement avant la création des Scorpions, les taux de condamnation pour crimes graves posaient problème. En 1999, les taux de condamnation avaient chuté à moins de 9 % pour l'ensemble de la criminalité, encore plus bas pour les crimes graves<sup>5</sup>. L'arrivée et le départ de personnel et la démoralisation accompagnant ces mouvements durant la transition ont sans aucun doute eu des effets déstabilisateurs sur les tribunaux et les autres institutions de la justice pénale, pas seulement sur la police.

En outre, la police ne peut être efficace qu'à condition que le système de justice pénale fonctionne comme il le doit.

La majorité noire de la population, désormais au pouvoir, n'a pas non plus accueilli sans réserve le SAPS ni les autres institutions chargées de l'application de la loi, en dépit de l'intégration de non-Blancs dans ces institutions et des réformes doctrinales destinées à rendre la police plus responsable envers la population et les communautés locales. Après tout, pendant de longues années, la police avait travaillé principalement pour protéger la minorité blanche, et les changements attitudeux ne se produisent pas du jour au lendemain. On ne saurait s'attendre à ce qu'une évolution politique importante s'accompagne ipso facto de changements rapides ni de l'attitude de la population, ni de celle de la police à l'égard de la population. Ce processus prend du temps, exige une formation et une adaptation psychologique de la part de

---

<sup>5</sup> Schönteich et Louw, op. cit. p. 6. Quelques précisions : 2 % des condamnations concernaient des braquages de véhicules, 3 % des vols aggravés et 8 % des viols.

toutes les parties, et il est d'ailleurs toujours en cours.

Pour leur part, les Sud-Africains blancs ont accepté la règle de la majorité de façon inégale. Certains étaient déterminés à faire tout leur possible pour que la nouvelle Afrique du Sud soit viable, tandis que d'autres sont devenus très cyniques. Certains ont quitté le pays. Non sans rapport sans doute avec les faiblesses des institutions de transition chargées de l'application de la loi en Afrique du Sud, la criminalité en col blanc s'est accrue. Le crime organisé en a fait de même après 1993, stimulé lui aussi par l'affaiblissement des institutions de la police. L'avancée de la criminalité organisée était probablement en grande partie locale, mais je me rappelle aussi avoir assisté à l'arrivée de criminels internationaux qui emménageaient littéralement dans les meilleurs quartiers de Pretoria durant cette période. Des réseaux de la pègre internationale étaient en train de s'établir ou de se renforcer.

### Alors, les Scorpions sont arrivés

Il circulait en Afrique du Sud cette idée fautive qu'une fois la paix obtenue, la criminalité, surtout violente, se calmerait. La criminalité non violente a bien marqué un bref tassement après 1994, mais à la fin des années 1990 elle augmentait d'environ 7 % par an<sup>6</sup>. La situation était pire pour les crimes avec violence, dont le taux a grimpé constamment à partir de 1994 pour atteindre à la fin du siècle le niveau impressionnant de 9 % par an<sup>7</sup>.

À la fin des années 1990, l'Afrique du Sud était prise dans un puissant tourbillon de

transition sociale, économique, politique et criminelle qui s'est traduit par une montée en flèche des taux de criminalité déjà élevés. Tant Nelson Mandela, premier président de l'Afrique du Sud post-apartheid, que Thabo Mbeki, son successeur, ont compris la gravité de ce qui était devenu, non pas une situation difficile, mais une crise.

La DSO, les « Scorpions », a été lancée au début du mois de janvier 2001. L'idée était simple, mais puissante. Les Scorpions seraient composés d'agents des forces de l'ordre sélectionnés parmi les meilleurs de l'Afrique du Sud. Il leur serait dispensé, et après eux à des nouvelles recrues, une formation sérieuse. En tant que membres d'un corps d'élite, ils seraient mieux payés que leurs homologues du SAPS et recevraient un appui beaucoup plus substantiel dans tous les domaines. Ils seraient également autorisés à traiter un volume inférieur d'affaires (leur charge de travail étant donc inférieure à celle de leurs homologues du SAPS).

Il convient ici de s'attarder sur la composition et la mission des Scorpions. Cette unité était délibérément pluridisciplinaire. Des procureurs, des agents du renseignement ainsi que des experts financiers et médico-légaux travaillaient aux côtés des enquêteurs. Jusqu'à sa dissolution en 2008, l'unité est restée peu nombreuse, ne comptant qu'environ 500 Scorpions. Leur objectif initial était d'enquêter sur la grande criminalité, notamment le crime organisé. Leurs cibles, cependant, se sont diversifiées dans le temps et ils ont alors traqué des trafiquants de drogue, des escrocs, des racketteurs, des meurtriers, des politiciens et des policiers corrompus, et même des terroristes.

Précision très importante, sur le plan organisationnel, les Scorpions ne relevaient

---

<sup>6</sup> Ibid. page 2.

<sup>7</sup> Ibid. page 3.



pas de l'autorité du SAPS, mais opéraient de façon très indépendante sous le contrôle du ministère public. Leur premier chef n'était nul autre que Frank Dutton, le célèbre équivalent sud-africain d'Elliot Ness, qui ne tarda toutefois pas à être remplacé par le très compétent Leonard McCarthy. Et le directeur du Bureau national du ministère public, Bulelani Ngcuka, a été une force motrice des Scorpions pendant de nombreuses années.

Ne connaissant pas la peur, les Scorpions ont fait tomber des rois du crime comme dans un jeu de quilles. Ils ont découvert d'énormes caches de drogues et des fonds illicites et ont procédé à l'arrestation de nombreuses personnalités très en vue. Leurs taux de condamnation ont atteint près de 90 % (soit environ dix fois ceux du SAPS), les affaires se succédant avec régularité. On ne cessait de parler des coups de filets opérés par les Scorpions sur des criminels en col blanc et des politiciens corrompus, palmarès impressionnant<sup>8</sup> devenu particulièrement embarrassant pour le SAPS. En règle générale, quand les Scorpions pénétraient sur un territoire du SAPS pour démanteler une opération criminelle, le SAPS n'était même pas au courant. Ce qui faisait comprendre clairement à tout le monde que les policiers du SAPS étaient pour la plupart des vendus peu dignes de confiance.

Le FBI a apporté une aide précieuse aux Scorpions. Au moins 70 d'entre eux sont passés par sa prestigieuse Académie nationale, et Scotland Yard en a également formé un plus petit groupe. Cette formation

portait sur de nombreux sujets et types d'enquête, notamment sur les homicides, et les diplômés du campus de Quantico sont rentrés en Afrique du Sud avec un meilleur niveau et une absolue détermination à réussir. En outre, les relations existant entre les Scorpions et le FBI ont beaucoup fait pour rehausser leur réputation.

Le groupe a pris des proportions quasi mythiques et a contribué à redonner du moral à un public, de tous les groupes ethniques, victime de la criminalité et la craignant. Le monde criminel avait véritablement peur des Scorpions, lesquels avaient incontestablement un effet dissuasif appréciable sur ce monde en général, mais tout particulièrement sur la grande criminalité. Alors que les premiers gouvernements dirigés par l'ANC étaient déjà plus stables que la plupart des régimes post-conflit, leur légitimité s'est encore renforcée du fait qu'ils démontraient, par l'intermédiaire des Scorpions, qu'ils avaient la volonté et les moyens de lutter contre une vague de criminalité terrifiante.

Il convient de noter que l'action des Scorpions à l'encontre des terroristes s'est, elle aussi, avérée efficace. Ils ont capturé Khalfan Khamis Mohamed, le tristement célèbre membre d'Al-Qaïda coupable d'attentats à la bombe, actuellement emprisonné aux États-Unis. Ils ont poursuivi avec une grande efficacité le PAGAD, groupe terroriste basé au Cap auteur de l'attentat meurtrier au restaurant Planet Hollywood ainsi que d'autres meurtres et crimes graves.

## Évaluer les Scorpions

À mesure que les Scorpions faisaient tomber des racketteurs, des trafiquants de drogues, des membres de l'élite criminelle en col

---

<sup>8</sup> Bien que je n'aie pas jusqu'à présent été en mesure de consulter les données brutes concernant les arrestations effectuées par les Scorpions, de tels chiffres seraient en tout état de cause susceptibles d'induire en erreur. En effet, c'est l'ampleur et la « qualité » des arrestations et des condamnations, pas les chiffres bruts, qui ont impacté l'Afrique du Sud de façon si spectaculaire.

blanc et corrompus, y compris des responsables de l'ANC, des hommes d'affaires et des généraux, leurs activités ont donné lieu à des objections de plus en plus fortes. Des politiciens à la botte de ces criminels ainsi que d'autres se sont plaints des Scorpions les accusant d'être incontrôlables, autoritaires et corrompus, et prétendant même que leur existence était illégale aux termes de la Constitution sud-africaine. L'unité s'en est également prise à des fonctionnaires de police corrompus, y compris finalement Jackie Selebi, commissaire national de la SAPS et membre du cercle intime de M. Mbeki. Les membres du SAPS et les Scorpions ont commencé à s'arrêter mutuellement.

Pour examiner l'utilité des Scorpions et les allégations émises à leur encontre, le président Mbeki a demandé au juge Sisi Khampepe de constituer en 2005 une commission chargée de déterminer en particulier si l'existence des Scorpions était encore justifiée. La Commission a publié son rapport en février 2006<sup>9</sup>.

Fait remarquable au sujet de ce rapport, il n'évoque à aucun moment une possible inefficacité des Scorpions. Dans sa version finale de 2006, il déclare que les Scorpions ont été un « succès méconnu » qui menait à un conflit inévitable avec le SAPS<sup>10</sup>. Tout en notant la baisse de la criminalité (grâce aux Scorpions), la Commission Khampepe conclut que le crime organisé, « représente [encore] une menace qui doit être résolue au moyen d'une stratégie globale efficace »<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> *Khampepe Commission of Inquiry Into the Mandate and Location of the Directorate of Special Operations*, (« *The DSO* »), [la Commission d'enquête sur le mandat et la localisation de la Direction des opérations spéciales (la « DSO »)], Rapport final, février 2006, Pretoria (Afrique du Sud).

<sup>10</sup> Ibid. page 5.

<sup>11</sup> Ibid. page 8.

Le rapport affirme également que le cadre juridique des Scorpions n'est pas contraire à la Constitution de l'Afrique du Sud. Il recommande bien que des mesures soient prises pour renforcer la surveillance des Scorpions et réprimande les rododromes de ces derniers dans les médias. Mais fondamentalement, on ne saurait voir dans ce rapport autre chose qu'une recommandation de conserver les Scorpions. Les pressions exercées pour que le groupe soit absorbé par le SAPS, ou du moins qu'il ne soit plus placé sous l'autorité du procureur général de l'Afrique du Sud, n'avaient donc pas – à cette époque – donné de résultat.

Incontestablement, comme dans toutes les organisations, les Scorpions comptaient quelques fruits véreux, mais la plupart d'entre eux respectaient les règles du jeu. Toutefois, il ne fait aucun doute que les Scorpions se sont parfois mis en quatre pour se servir des médias, souvent pour embarrasser le SAPS.

Selon les chiffres du SAPS, de 2003 à 2010, et certainement depuis le milieu des années 1990, les taux très élevés de meurtres et d'autres crimes graves ont diminué ou se sont stabilisés, quoi qu'il soit très difficile de savoir quelle part de cette évolution est attribuable aux Scorpions<sup>12</sup>. Après tout, ceux-ci sont une très petite unité comparée au SAPS et aux autres membres des forces de l'ordre. En outre, la criminalité violente en Afrique du Sud demeure à ce jour un énorme problème. L'actuel président sud-

---

<sup>12</sup> "The Crime Situation in South Africa", Service de la police sud-africaine, sur Internet, 2009/2010, pages 1 et 3. Les améliorations doivent toutefois être replacées dans un contexte international. Le nombre de meurtres et d'autres crimes graves en Afrique du Sud est très élevé depuis le début du siècle ; voir, par exemple, "Crime Statistics for South Africa" (Chiffres de la criminalité en Afrique du Sud)

[www.capegateway.gov.za/eng/pubs/public\\_info/C/86878/](http://www.capegateway.gov.za/eng/pubs/public_info/C/86878/)

africain, Jacob Zuma, décrit lui-même son pays comme étant le plus violent au monde<sup>13</sup>. En tout état de cause, il semble certain toutefois que les secteurs spécifiques du crime organisé, du trafic de drogues, de la corruption et de la criminalité en col blanc ont tous pâti des opérations des Scorpions.

Les Scorpions ont donc fait leur travail. Ce que l'on comprend moins toutefois, et qui reste très important, ce sont les avantages indirects qu'ils ont apportés, non seulement aux forces de l'ordre sud-africaines, mais aussi à la gouvernance et au processus de transition dans son ensemble.

### Les effets démonstratifs

L'unité des Scorpions a été une sorte d'expérience, entreprise en désespoir de cause, il est vrai, mais une expérience bien réfléchie néanmoins. Par exemple, une partie moins connue du rapport de la Commission Khampepe portait sur la méthodologie des Scorpions et les raisons de son succès, notamment en matière d'aboutissement des poursuites.

Une section du rapport compare les méthodes traditionnelles (en particulier celles du SAPS et de la police communautaire), beaucoup moins efficaces, au « principe de la troïka » des Scorpions, qui associe et fusionne les compétences des enquêteurs, des agents et analystes du renseignement et des procureurs. Sa conclusion est la suivante : « Rien ne s'oppose apparemment à ce que la base de compétences accumulée par la DSO puisse être élargie pour y inclure d'autres organisations du maintien de l'ordre telles

que la Section du crime organisé (OCU) du SAPS »<sup>14</sup>.

La pratique de la colocalisation des enquêteurs, des agents et des analystes du renseignement et des procureurs représente une approche unique en matière de police moderne, comme le fait remarquer le rapport Khampepe<sup>15</sup>. Dans le cas des Scorpions, cette pratique semble avoir donné des résultats très efficaces en termes d'enquêtes suivies par des taux de condamnation très élevés dans le système judiciaire sud-africain. Elle constitue un nouveau modèle d'activité de police qui peut s'avérer utile dans les contextes difficiles que connaissent de nombreux États en transition.

S'il est certainement vrai que l'animosité entre le SAPS et les Scorpions a retardé la réforme du SAPS dans ce sens, ce dernier a fini par tirer à contrecœur des enseignements de la méthodologie des Scorpions. Ainsi, l'effet démonstratif de ceux-ci sur le SAPS doit aussi être reconnu, et il s'est probablement accru du fait de l'intégration d'anciens Scorpions dans les rangs du SAPS. Mais, la démonstration faite par les Scorpions de leurs résultats et de leurs méthodologies supérieures n'est peut-être pas le seul avantage indirect, ni même le plus important, de l'expérience de leur unité.

L'autre avantage majeur de cette démonstration risque d'être un peu plus difficile à comprendre pour les Occidentaux. En Afrique, les policiers sont souvent des forces sans pitié au service du pouvoir, comme cela fut le cas à l'époque du régime de l'apartheid avec les fameux programmes contre-révolutionnaires des services de police d'alors. Les dirigeants africains sont susceptibles de courtiser la police, qui joue

<sup>13</sup> "South Africa's Crime Statistics: What it means for 2010", (Statistiques de la criminalité en Afrique du Sud : ce que cela signifie pour 2010), [www.pascorisk.com/world-cup-2010](http://www.pascorisk.com/world-cup-2010), article n° 29.

<sup>14</sup> *Commission Khampepe*, op. cit., pp. 107-111.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 102.



ainsi un rôle dans les domaines de la politique et de la sécurité du pays.

Au début de la transition en Afrique du Sud, et dans les années qui ont suivi, la priorité concernant les forces de l'ordre n'était pas d'accroître leur efficacité, mais plutôt de trouver des modalités selon lesquelles elles seraient placées sous le contrôle politique de l'ANC. Des institutions et des mesures de protection ont été élaborées pour contenir la police, pas pour en améliorer l'efficacité. Avant tout, une police non digne de confiance ne devait plus jamais être autorisée à violer massivement les droits de l'homme, et les communautés devaient être protégées à cet égard.

Arrivent les Scorpions qui, pendant des années, démontrent à grande échelle, à tout le peuple de l'Afrique du Sud et en fait d'autres pays, qu'il est possible que la police fasse un travail bien meilleur et honnête et qu'elle réussisse dans la lutte contre la criminalité tout en respectant les droits de l'homme et en restant apolitique. Démonstration précieuse que celle-là et qui, à long terme, sera peut-être la contribution la plus importante de l'expérience des Scorpions.

### Autopsie des Scorpions

L'unité des Scorpions a disparu comme elle avait vécu, dignement.

Ses membres ont pourchassé la corruption et le crime là où ils les trouvaient, et en partie notamment à de très hauts niveaux de l'ANC. Comme mentionné précédemment, ils ont poursuivi le commissaire de police Jackie Selebi, personnalité d'envergure nationale. Ce sont les relations amicales de ce dernier avec un trafiquant de drogue qui ont débouché sur sa condamnation pour

corruption. Peu de temps après que les Scorpions aient eu gain de cause contre M. Selebi, leur unité a été dissoute. Comme par hasard, ils étaient aussi en train d'enquêter sur Jacob Zuma, alors vice-président, pour corruption et infractions sexuelles. Aujourd'hui président de l'Afrique du Sud, M. Zuma a affirmé avoir été traité injustement dans le cadre de ces enquêtes. Au début de 2008, le Comité exécutif national de l'ANC s'est réuni et, en substance, a supprimé les Scorpions<sup>16</sup>.

### Conclusions et enseignements

Dans l'ensemble, la réussite des Scorpions en Afrique du Sud fait peu de doute. Leur attaque de front contre la criminalité en col blanc, le crime organisé et la corruption aux échelons les plus hauts est maintenant légendaire. On pourrait probablement avancer aussi qu'ils ont véritablement contribué à faire reculer la criminalité violente dans tous les domaines, mais ce serait difficile à prouver.

Il se peut que les impacts indirects des Scorpions soient encore plus importants sur le long terme. Certes, leur méthodologie interdisciplinaire, quoique assez coûteuse, est reconnue pour sa supériorité. Cependant, leur incapacité à forger une relation de complémentarité avec le SAPS, bien qu'inévitable dans une certaine mesure, apparaît clairement comme une grave faiblesse. Il n'est pas souhaitable que des forces d'élite de la police cherchent à minimiser l'importance de l'ensemble de la police, et, au bout du compte, les Scorpions n'ont pas pu s'empêcher de le faire.

---

<sup>16</sup> Pour un résumé intéressant de ces événements, se reporter à "A Requiem for the Scorpions" [Requiem pour les Scorpions], à Commentary South Africa [www.commentary.co.za](http://www.commentary.co.za)

Il serait difficile de surestimer la démonstration faite en Afrique par les Scorpions qu'une organisation policière peut être relativement honnête et œuvrer pour les gens, par pour les réprimer, mais pour les servir et pour réduire la criminalité. L'Afrique du Sud aurait dû conserver les Scorpions, mais de toute évidence, comme me l'a résumé avec grande pertinence un sage, « le papillon s'est brûlé les ailes en s'approchant trop de la flamme ».

Quant à la mesure dans laquelle d'autres pays pourraient appliquer ces méthodes, chaque situation de post-conflit est unique. Il faut que de nombreuses parties effectuent un travail intégré et soigneux pour concevoir de façon dynamique des solutions adaptées à chaque situation de post-conflit pour parvenir à une stabilité et à une sécurité durables. L'Afrique du Sud est riche en ressources et peut faire des choses dont la plupart des pays en développement en situation de post-conflit sont incapables. En outre, les institutions sud-africaines sont plus développées que celles de nombreux pays post-conflit, encore que ces mêmes institutions n'aient pas été assez fortes pour protéger politiquement les Scorpions. Fait peut être aussi important à noter, près de sept ans s'étaient écoulés après la passation de pouvoir en Afrique du Sud avant que ne soit tentée l'expérience des Scorpions. Il n'est peut-être ni faisable ni judicieux de lancer des initiatives aussi controversées dans un délai trop bref après les traumatismes initiaux qui accompagnent habituellement les transitions politiques.

D'un autre côté, la stabilisation et la reconstruction au lendemain des conflits n'est généralement pas une entreprise dans laquelle un pays se lance seul : on y voit habituellement s'y engager non seulement des donateurs bilatéraux mais aussi les institutions financières internationales.

Toutefois, la réticence politique des bailleurs de fonds à soutenir le renforcement des capacités en matière de sécurité dans d'autres pays, en raison de leurs propres contraintes politiques intérieures, constitue un problème majeur. Les politiciens des pays étrangers donateurs hésitent souvent beaucoup à appuyer le renforcement des capacités de la police ou de l'armée d'autres pays, même lorsqu'il est impératif de le faire, parce ce type de mesure est impopulaire chez eux.

C'est pourquoi l'applicabilité d'une police d'élite dans les situations de post-conflit demeure une question épineuse. La nécessité de disposer de ressources financières considérables et d'un appui politique intérieur (et dans bien des cas exogène) sous-jacent empêche la plupart des pays en situation de post-conflit de tenter de créer une unité d'élite de la police.

C'est ici que j'avais initialement prévu de conclure ma brève étude de cas sur la police d'élite des pays sortant d'un conflit. Mais après avoir étudié l'histoire des Scorpions, je ne peux tout simplement pas le faire. Dans une certaine mesure, l'audace et la réussite des Scorpions sont fascinantes et propres à insuffler de l'espoir aux sociétés post-conflit, qui en ont généralement grand besoin. L'unité des Scorpions a également donné un exemple précieux d'une police relativement honnête et apolitique. Elle a montré à des millions de gens qu'il est possible que les forces de l'ordre les protègent et les servent avec loyauté, concept pratiquement inconnu dans de multiples régions du monde, pas seulement en Afrique. Par ailleurs, les nombreux pays en situation de post-conflit perdent leur légitimité aux yeux de leurs populations parce qu'ils ne peuvent pas ou ne veulent pas s'attaquer à la criminalité. Bien que l'instauration d'une police d'élite à l'image

des Scorpions puisse être assortie de risques, cela pourrait se traduire dans de nombreux cas par un renforcement de la légitimité et de la stabilité du régime.

Alors, qu'en est-il de cette question ? Il serait effectivement très difficile de reproduire ailleurs une telle force de police d'élite. Toutefois, avec suffisamment de créativité et de volonté politique, intérieure et exogène, le modèle des Scorpions pourrait être recréé et il ne doit pas tomber dans l'oubli car c'est un outil possible et très pointu de la panoplie de moyens dont nous disposons en phase de post-conflit. C'est en effet l'un des rares instruments qui ose s'en prendre au cancer, sans doute le plus pernicieux de tous, qui atteint les sociétés, et pas seulement au lendemain des conflits : la corruption.

© 2010 Deloitte Consulting LLP

La présente publication ne contient que des informations d'ordre général et Deloitte Touche Tohmatsu Limited, Deloitte Global Services Limited, Deloitte Global Services Limited Holdings, Deloitte Touche Tohmatsu Verein, ni aucune de l'une de leurs sociétés membres, ni aucune société affiliée aux précédentes (dénommées collectivement le « Réseau Deloitte ») ne fournissent, par l'intermédiaire de la présente publication, des conseils ou services comptables, commerciaux, financiers, d'investissement, juridiques, fiscaux ou autres de nature professionnelle. La présente publication ne saurait se substituer à des conseils ou à des services professionnels, ni être utilisée comme base de toute décision ou mesure susceptible d'avoir une incidence sur vos finances ou votre entreprise. Il convient, avant de prendre toute décision ou mesure pouvant se répercuter sur vos finances ou votre

entreprise, de consulter un conseiller professionnel compétent. Aucune entité du Réseau Deloitte ne saurait être tenue responsable des pertes quelles qu'elles soient que pourrait subir une personne se fiant à la présente publication.

**\*S.E. M. l'ambassadeur (à la retraite)**

**John Blaney**

Conseiller principal

Deloitte Consulting LLP

En sa qualité d'ambassadeur des États-Unis au Libéria (2002-2005), John Blaney est parvenu à mettre un terme à une guerre civile de 14 ans et a joué un rôle essentiel pour chasser du pouvoir le chef de guerre Charles Taylor. Il a également conçu et mis en œuvre une grande partie du programme multilatéral de stabilisation et de relèvement d'après-guerre du Libéria, pour assurer la paix, la transition démocratique et l'édification de la nation, ce qui comprenait le désarmement de quelque 110.000 combattants issus de trois armées. Pour ses accomplissements au Libéria, l'ambassadeur Blaney a reçu le Prix pour services distingués du Président, le Prix d'honneur distingué du secrétaire d'État (la plus haute distinction au Département d'État) et a été nommé Chevalier grand cordon de l'Ordre humain de rédemption africaine du Libéria pour ses interventions audacieuses et courageuses qui ont mené à l'instauration de la paix dans ce pays.

Ancien officier de l'Armée de terre des États-Unis et professeur à West Point, il est diplômé de l'université de Syracuse (BA) et de l'université de Georgetown (MSFS). Il est titulaire de nombreuses autres

distinctions et décorations qu'il a reçues tout au long de sa carrière. M. Blaney travaille actuellement chez Deloitte Consulting LLP. Parmi ses nombreuses activités, il a élaboré le cours « Négociier dans des environnements non sécurisés », qu'il dispense aux membres de l'Équipe de reconstruction provinciale interorganisations des États-Unis avant leur départ pour l'Irak. Par ailleurs, il est également consultant à Wall Street sur toute une gamme de thèmes et de pays.